



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA

Voirie, Espace public - Aménagement d'un barreau routier entre la RD24E2 et la RM613 - Modification de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et financière entre le Département de l'Hérault et la Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du développement et de l'aménagement de son territoire, la Métropole sécurise régulièrement son réseau viaire, y compris en limite de son territoire. A l'occasion de l'aménagement de la ZAC des Châtaigniers, qui a pour vocation d'accueillir de l'habitat et des équipements publics et d'intérêt collectif sur la commune de Saint-Aunès, la Métropole et le Département de l'Hérault souhaitent :

- Régler le problème de l'insécurité actuelle du carrefour sur la RM613 qui ne peut être qu'aggravée par des trafics supplémentaires liés à la ZAC des Châtaigniers ;
- Apporter une desserte au parc d'activités du Salaison dans le cadre de sa requalification ;
- Améliorer la desserte de la ZAC les Châtaigniers.

En conséquence, forts de cette volonté commune de développer le territoire, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, ont décidé de créer une nouvelle section de route, barreau routier, entre la RD24E2 et la RM613 afin de mettre en sécurité le fonctionnement de ce secteur et d'améliorer sa fluidité.

C'est dans ce contexte qu'il est proposé de modifier et de remplacer les conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et financière, initialement délibérées le 18 octobre 2018 (n° M2018-532) afin de développer ce partenariat pour en optimiser les termes à l'occasion des remises des études de faisabilité et d'unifier les accords sous un seul et même dispositif.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2017, en application des dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et de la convention de transfert intervenue le 22 décembre 2016 avec le Département de l'Hérault, la Métropole est propriétaire de l'ensemble des voiries départementales situées sur son territoire et en assure la gestion.

Par conséquent, la maîtrise d'ouvrage de l'opération de recalibrage de la RD24E2 / RM613 se répartit désormais entre la Métropole et le Conseil Départemental de l'Hérault au regard de leur territoire respectif.

Compte tenu de la superposition des occupations et de la complexité à laquelle conduirait la réalisation de travaux concomitants sous maîtrises d'ouvrage distinctes à l'intérieur d'un même périmètre, les parties ont souhaité recourir aux modalités de co-maîtrise d'ouvrage, tel que le prévoit l'article L.2422-12 du Code de la commande publique, qui permet, lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages publics, que ces maîtres d'ouvrages désignent l'un d'entre eux pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération dans le cadre d'une convention.

C'est pourquoi, afin de ne pas retarder l'avancement de l'opération, les parties ont convenu de recourir à un transfert de maîtrise d'ouvrage permettant à la Métropole, territorialement la plus concernée par le projet, de poursuivre l'opération engagée de sécurisation.

De surcroît, au titre des avantages que représente pour elles un tel aménagement, Pays de l'Or Agglomération et la commune de Saint-Aunès ont décidé d'engager leurs concours financiers vers la Métropole maître d'ouvrage, dans les conditions définies par convention.

La convention a donc pour objet de désigner la Métropole maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement de la RD24E2 / RM613 ainsi que les modalités financières et techniques et ce pour l'ensemble du projet.

Le montant de l'opération a été évalué à 1 832 740 € HT (valeur 2018).

Une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre le Département de l'Hérault et la Métropole a déjà fait l'objet d'une délibération n°M2018-532 en date du 18 octobre 2018. Des modifications ont été apportées à la convention en terme de modalités de réception des travaux, d'introduction d'un plan de financement et d'une domanialité à terme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les précisions et modifications apportées ;
- approuver le projet de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le Département de l'Hérault pour le transfert effectif de maîtrise d'ouvrage du projet de recalibrage de la RD24E2 / RM613 au profit de la Métropole ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110332-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Programme détaillé
- Plan de situation
- Convention financière

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.